

## **Retranscription de l'interview d'Yves Veyrier sur BFM TV dans le Live BFM présenté par Thomas Misrachi – mardi 14 avril 2020**

**Thomas Misrachi : le 11 mai c'est la date, le début d'un déconfinement progressif. Est-ce une bonne ou une mauvaise décision selon vous cette date ?**

**Yves Veyrier :** En réalité, il y a deux lectures du discours. Il y a une première lecture, qui est que le confinement le plus strict, c'est le terme que le Président de la République a utilisé hier, doit perdurer jusqu'au 11 mai. Ça veut dire que, pour le moment, c'est indispensable pour endiguer, éviter la propagation de l'épidémie. Ensuite, le 11 mai, il évoque une reprise progressive ; il a d'ailleurs dit que les entreprises aujourd'hui qui peuvent assurer la protection des salariés peuvent travailler. Mais c'est toute la question : celle des moyens de protection ; être sûr qu'on a bien les masques, s'il faut des masques. Il faut clarifier d'ailleurs à ce sujet : quel type de masque, dans quelles conditions, circonstances, qui les prendra en charge, en aura-t-on assez par rapport à celles et ceux qui devraient reprendre progressivement le travail, s'ils sont nécessaires ? Il faut qu'il y ait une clarification sur la question des tests. Il y a une forte attente en matière de généralisation des tests. Il y a bien évidemment toutes celles et tous ceux qui souhaitent savoir s'ils sont ou non immunisés ou s'ils sont ou non porteurs. On sait aussi qu'un test qui détecte si vous avez une présence virale ne dure que le temps T [du test]. Toutes ces questions doivent avoir des réponses. Ce que je retiens c'est « la santé avant tout » : c'est ce qui nous importe avant tout.

**Thomas Misrachi : dans ce contexte, la réouverture des crèches, des écoles, les collèges, les lycées, est-ce une bonne chose ?**

**Yves Veyrier :** C'est une bonne chose si on est sûr que ça peut se faire en toute sécurité, à la fois pour les personnels des crèches, de l'éducation nationale, enseignants et non enseignants ; et bien évidemment pour les enfants eux-mêmes. S'il est très exceptionnel qu'ils développent des formes sévères, sont-ils potentiellement vecteurs de l'épidémie ? on voit bien dans ce cas-là, la question qui se pose : seront-ils vecteurs soit vis à vis des autres enfants, vis-à-vis des parents ou des personnels encadrants de l'éducation nationale, ou des crèches ? Dans ce cas-là, quels seront les moyens de se protéger ? Il y a beaucoup de questions qui restent à l'état de question encore. C'est ce que j'ai compris du discours du Président de la République hier en tout cas.

**Thomas Misrachi : le chef de l'état a dit « il faut savoir se réinventer, moi le premier. » Est-ce que vous, personnellement et à Force Ouvrière, vous êtes prêt à participer à cette reconstruction, à cette réinvention de ce qu'est la vie, la vie politique et peut-être la vie sociale en France ?**

**Yves Veyrier :** Moi j'ai retenu un discours qui se veut unificateur, et qui va donc provoquer de fortes attentes. J'ai compris la référence à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 sur « *les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur une utilité commune* ». Cela répond à ce que FO a mis en avant depuis pas mal de temps, bien avant la crise d'ailleurs. Nous avons dit que, par exemple, il fallait un grand plan de reconsidération de tous les métiers de service, et en particulier les métiers de service à la personne. Or ce sont beaucoup de ces métiers qui ont éclaté à la figure de toutes et tous comme étant indispensables aujourd'hui. Et j'avais pris pour exemple celui de l'ingénieur financier qui a en général de très bonnes rémunérations mais qui ne pourrait pas effectuer son métier s'il n'y avait pas des personnes qui s'occupent non seulement de son ménage, de son repassage mais également de ses enfants, de ses parents et grands-parents ou des personnes fragiles de son environnement. Et celles-ci, elles sont en général au SMIC, à temps partiel, en

situation de précarité ; et c'est celles et ceux-là qui se sont mobilisés, de toute la chaîne d'approvisionnement, depuis le début, parfois même sans protection. Et il y a évidemment tout le personnel du secteur la santé qui attend avec beaucoup d'impatience que les discours se traduisent en actes du point de vue de la reconnaissance et de la reconsidération dans les moyens d'exercer leurs métiers et leurs fonctions.